

Introduction

Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS

La commémoration est-elle la maladie infantile de l'histoire ? À voir l'ampleur prise par les manifestations liées au centenaire de la Première Guerre mondiale, il semblerait que oui... Ne prétendant pas échapper à cette appétence commémorative, nous avons décidé de l'exercer non vers un centenaire, mais vers un bicentenaire : celui des Restaurations de 1814 et 1815 qui ont redessiné la carte de l'Europe. Gageons toutefois que, face aux puissantes divisions de chercheurs lancées à l'assaut de la guerre de 1914, les historiens mobilisés autour de ces années 1814-1815 ont plutôt formé des groupes de francs-tireurs quelque peu clairsemés. La consultation du très officiel *Recueil des commémorations nationales* pour les années 2014 et 2014 ne fait que renforcer ce sentiment. Paradoxalement, c'est plus au niveau local qu'on trouve un intérêt commémoratif pour ce moment : par exemple, la région champenoise a été un membre actif au sein de l'Association de commémoration du bicentenaire de la campagne de France de 1814¹. Toutefois, un élargissement au niveau européen permet de saisir la différence des traces laissées par le moment 1814-1815 dans les mémoires nationales : à cet égard, le programme de commémorations genevoises portées par GE200.CH, avec la devise « Le bicentenaire, c'est notre histoire », témoigne de l'impact persistant de ce moment pour le canton « du bout du lac » devenu membre de la Confédération suisse en 1814².

Cela posé, si l'on voit à peu près ce qu'on peut commémorer pour 1914, objet d'une réinvention historiographique essentielle depuis maintenant plus d'un quart de siècle, qu'en est-il des Restaurations de 1814-1815 ? Et, a priori, peut-on isoler ces quelques mois comme si, en lui-même, ce temps court était porteur d'un sens suffisant ? Ne risque-t-on pas, ce faisant, de donner une prime à un événementiel quelque peu coupé de sa généalogie en amont, de sa résultante en aval ? Plus encore, cette coupe chronologique fait-elle sens dans sa dimension continentale, à l'échelle de l'Europe ? Celle-ci peut-elle être perçue comme marchant d'un même pas ou d'un pas différent suivant les nations, chacune à son propre rythme ? Mais n'est-ce pas, précisément,

1. Le « Bilan statistique des commémorations du bicentenaire de la Campagne de France » fait état de l'organisation de 50 événements en Champagne, en Brie et en Picardie, entre janvier et novembre 2014, ayant attiré 200 000 visiteurs. Les reconstitutions de batailles ou des adieux de l'empereur à Fontainebleau ont été les manifestations les plus suivies par le public.
2. Parmi de nombreuses manifestations publiques, on citera ici l'organisation d'un cycle de conférences par l'Institut national genevois, avec la participation de notre collègue Irène Herrmann, sur le thème « Genève et le monde en 1814 ».

cette tension entre homochronie et hétérochronie qui constitue l'intérêt de la période? Côté français, un historien comme Henry Houssaye s'est essayé à donner du sens à ce temps court dans les années 1880-1900, en produisant un *1814*³ suivi d'un *1815*, formant un ensemble de quatre volumes qui furent des best-sellers: vendus à plus de 75 000 exemplaires avant 1914, ils continuèrent leur carrière dans l'entre-deux-guerres pour dépasser les 90 éditions dans les années 1930. Mais, en centrant son propos sur la France, l'auteur privilégiait le traitement, sur fond de patriotisme blessé par la perte de «l'Alsace-Lorraine», de cette première «année terrible» que fut la séquence 1814-1815; de plus, il plaçait Napoléon au cœur de sa démonstration, vu comme l'homme-phare du moment où la «Grande Nation» devait affronter la quasi-totalité des puissances européennes⁴.

Comment, du reste, éviter Napoléon lorsqu'on aborde l'histoire des Restaurations européennes qui est en grande partie l'histoire d'une réaction à son emprise politique, juridique, économique et naturellement militaire sur le continent? Les années 1815-1830 ne demeurent-elles pas placées sous le signe d'un legs ou d'un héritage napoléonien pesant mais aussi stimulant, générant des controverses productives dans la mesure où il contraint chaque État issu des traités de Vienne comme chaque idéologie à se positionner face à lui⁵? Ce qui est manifeste lors des négociations des traités de Vienne comme lors de la formation de la Sainte-Alliance – «la république des princes européens» pour Reinhart Koselleck⁶ – se prolonge avec les mouvements libéraux des années 1820 et la répression qu'ils suscitent au sein des monarchies restaurées⁷. Il est maintenant admis que les révolutions de 1830-1832 en Europe sont aussi une crise de la Sainte-Alliance – celle des peuples entendant se substituer à celle des rois pour mettre fin à ce que le dessinateur Grandville nomme encore en 1833 le «Grand banquet monarchique et antinational⁸». Prenons garde, toutefois, à ne pas trop «napoléoniser» le regard porté sur des Restaurations qui seraient uniquement perçues comme des réactions anti-impériales: car, ainsi que le souligne un publiciste royaliste, la Sainte-Alliance se veut également «le tombeau des jacobins», un qualificatif dont le caractère répulsif s'inscrit à l'occasion dans une dimension européenne elle aussi au long cours⁹.

C'est précisément cet héritage au long cours qui plaide pour une vision élargie des Restaurations européennes telle que ce volume la propose. En témoigne tout d'abord l'extension chronologique que nous avons donnée à la notion de Restauration: si le

3. HOUSSAYE H., *1814*, Paris, Perrin, 1888; du même, *1815*, Paris, Perrin, 1899-1905, 3 vol.

4. Pour une analyse actuelle, voir WARESQUIEL E. de, *Cent-jours. La tentation de l'impossible, mars-juillet 1815*, Paris, Fayard, 2008; BOUDON J.-O., *Napoléon et la campagne de France. 1814*, Paris, Armand Colin, 2014; du même, *Napoléon et la dernière campagne. Les Cent-jours. 1815*, Paris, Armand Colin, 2015.

5. LAVEN D., RIAL L., *Napoleon's legacy. Problems of Government in Restoration Europe*, Oxford-New York, Berg, 2000.

6. KOSELLECK R., *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990, p. 31.

7. Sur le congrès de Vienne, LENTZ T., *Le Congrès de Vienne. Une refondation de l'Europe 1814-1815*, Paris, Perrin, 2013. Sur la Sainte-Alliance, GHERVAS S., *Réinventer la tradition. Alexandre Stourdza et l'Europe de la Sainte-Alliance*, Paris, Honoré Champion, 2008; MENGER P., *Die Heilige Allianz Religion und Politik bei Alexander I. (1801-1825)*, Stuttgart, Steiner, 2014. Rappelons également deux publications de G. de Bertier de Sauvigny: *Metternich et la France après le congrès de Vienne*, Paris, Hachette, 1968-1971, 3 vol.; et un recueil de textes: *La Sainte-Alliance*, Paris, A. Colin, 1972.

8. GRANDVILLE J. J., «Grand banquet monarchique et antinational», 17^e dessin de l'Association mensuelle, décembre 1833, lithographie, Paris, chez Aubert.

9. EMERIC J.-J., *La Sainte-Alliance, ou le tombeau des Jacobins*, Avignon, chez Luxembourg Bonnet, imprimeur libraire, 1818.

temps court de 1814-1815 constitue indéniablement le socle initial de la période, il n'en est pas moins vrai que la moyenne durée, celle des années 1810 aux années 1830, est nécessaire pour en apprécier le mouvement, les ruptures, les temps forts, qui restent à déterminer. Sans s'interdire, par exemple dans une perspective constitutionnelle ou historiographique, de prolonger l'étude dans le temps long, y compris jusqu'à prendre en considération les hypothétiques commémorations du centenaire ou du cent cinquantième des Restaurations. Relevons, par exemple, cette coïncidence entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la publication de la thèse consacrée par le grand historien belge Jacques Pirenne à la Sainte-Alliance, celle-ci étant qualifiée d'« organisation européenne de la paix mondiale », une formule qui n'est pas sans résonance avec le contexte de l'époque¹⁰. En définitive, un constat s'est vite imposé : la chronologie des Restaurations en Europe est le révélateur d'une discontinuité dont Emmanuel Fureix et Judith Lyon-Caen, limitant leur analyse à la période 1814-1815, ont finement démontré qu'elle relevait moins d'un sentiment partagé de transition ou de rupture, que de la pluralité d'expériences confrontant des rapports différents – et même divergents, voire conflictuels – au présent, au passé et au futur¹¹. Nous avons également souhaité interroger des catégories dont l'usage par les historiens n'est pas sans poser problème. Ainsi de la notion de génération, fréquemment usitée par les contemporains de l'événement : on sait en particulier ce que « la jeunesse » a représenté comme acteur de ces Restaurations, objet de captations et de représentations multiples dans tous les camps politiques¹² ; ou encore de la notion d'élites, catégorie en recomposition, révélatrice des contextes sociaux et politiques des États de cette Europe postrévolutionnaire marquée par l'ascension des classes bourgeoises¹³ ; ou, enfin, de la notion de souveraineté populaire, longtemps angle mort de la réflexion historique ou associé à des lectures idéologiques de l'histoire¹⁴.

Ensuite, nous avons voulu inscrire notre projet dans une dimension européenne. C'est chose faite comme le montrent la liste des participants à cet ouvrage et, en dehors de la France, la diversité des pays représentés : Allemagne, Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Russie, Suisse. Ajoutons que nombre de contributions ont une dimension transnationale et qu'est aussi présent l'espace atlantique à travers les anciennes colonies espagnoles d'Amérique latine¹⁵. Car, s'il est indéniable

10. PIRENNE J., *La Sainte-Alliance, organisation européenne de la paix mondiale. 1. Les Traités de Paix, 1814-1815 ; 2. La Rivalité anglo-russe et le compromis autrichien, 1815-1818*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1946 et 1949.
11. Voir leur introduction du numéro 49 – 2014/2 de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, consacré à 1814-1815. *Expériences de la discontinuité*, sous la dir. d'Emmanuel FUREIX et de Judith LYON-CAEN, p. 7-17.
12. Nous renvoyons à CARON J.-C., *Généralisations romantiques. Les étudiants de Paris et le quartier latin, 1814-1851*, Paris, Armand Colin, 1991 ; et à BREJON DE LAVERGNÉE M., « Une "jeunesse des écoles" royaliste ? La Société des Bonnes études dans le Quartier latin des années 1820 », M. BREJON DE LAVERGNÉE, O. TORT (dir.), *L'Union du trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*, Paris, PUPS, 2012, p. 167-187. Pour le cas italien, voir ARISI ROTA A., *I Piccoli cospiratori. Politica ed emozioni nei primi mazziniani*, Bologne, Il Mulino, 2010.
13. Une utile réflexion épistémologique est proposée par WARESQUIEL E. de, *L'histoire à rebrousse-poil. Les élites, la Restauration, la Révolution*, Paris, Fayard, 2005, pour le cas français ; pour le cas espagnol, LUIS J.-Ph., « La fin de l'Ancien Régime en Espagne (des années 1780 aux années 1840) : une crise des élites ? », L. COSTE, S. MINVIELLE, F.-C. MOUGEL (dir.), *Le concept d'élites en Europe de l'Antiquité à nos jours*, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2014, p. 187-198.
14. Nous renvoyons à la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, dont le numéro 42, 2011/1 est consacré à *La souveraineté populaire. Expériences et normalisations en Europe (1800-1848)*, sous la dir. de Laurent COLANTONIO, Emmanuel FUREIX et François JARRIGE.
15. Sur l'approche transnationale, signalons deux études de cas : pour l'Italie, PÉCOUT G., « Pour une lecture méditerranéenne et transnationale du Risorgimento », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 44, 2012/1, *L'Italie du Risorgimento. Relectures*, sous la dir. de Catherine BRICE et de Gilles PÉCOUT, p. 29-47 ; pour l'Allemagne, BROPHY J.,

qu'on est entré, ainsi que l'affirme avec raison Karl Härter¹⁶, dans l'ère des régimes sécuritaires transnationaux, il n'en reste pas moins que la surveillance policière atteint ses limites et que, de Berlin à Paris ou de Londres à Milan, en passant par Bruxelles et Genève, des réseaux sont constitués et fonctionnent. Circulation, n'est-ce pas l'un des maîtres mots qui permet d'entrer dans la complexité et la richesse de cette période? Circulation idéale, matérielle, humaine – certes parfois plus contrainte que volontaire – : mais l'Europe des Restaurations est un continent en mouvement, où la figure du combattant rencontre celle de l'espion ; la figure de l'étudiant, celle du savant ; la figure du migrant, celle de l'exilé ; la figure du bourgeois, celle du prolétaire ; la figure du musicien, celle de l'acteur¹⁷. Un continent où l'imprimé circule et véhicule des idées partagées, mais souvent adaptées, transformées en passant les frontières – voir l'exemple de la charbonnerie. Écrire l'histoire des Restaurations, c'est donc tenter de relier tous ces fils entre eux, d'établir des connexions, de faire apparaître des « passeurs d'idées¹⁸ », souvent seconds couteaux de l'histoire, mais placés au cœur même de l'action politique.

Cette diversité de points de vue est absolument nécessaire parce qu'elle permet de confronter non seulement les acquis des historiographies, mais encore les méthodologies mises en œuvre dans les différents pays représentés. Pourquoi ne pas le reconnaître? On connaît trop mal ce que le voisin produit et les obstacles légitimes qui expliquent parfois cette méconnaissance, à commencer par la question de la langue, n'expliquent pas tout. Quoi de plus important, pourtant, que de saisir ce que le regard extérieur propose sur une période, un thème, une catégorie que l'on aborde à partir d'acquis s'inscrivant dans ce qu'il faut bien appeler une tradition historique nationale? Il ne s'agit pas, du reste, de prononcer un plaidoyer pour l'abolition de toutes différences et la mise au point d'une sorte de vulgate européenne, tel un discours unique sur le sujet étudié. Revenons d'un mot à 1914 : l'enrichissement historiographique de ce sujet est venu de la confrontation des historiographies allemande, américaine, anglaise, belge, française, italienne, etc. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les Restaurations? D'autant que, à la différence de 1914 qui relève encore de la mémoire collective, 1814 est un événement froid, largement oublié des populations européennes, d'autant que très peu enseigné. Finalement, cette dimension européenne permet de comprendre, comme un volume collectif consacré aux révolutions de 1830 en Europe a tenté de le faire¹⁹, que l'écriture de l'histoire ne peut faire l'économie d'une réflexion sur sa relation à un héritage disciplinaire national et à des problématiques où le poids de l'environnement culturel et politique demeure une donnée importante et donc à prendre en considération. Signalons cependant une différence notable dont rendent

« Dimensions transnationales de la culture politique rhénane, 1815-1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 46, 2013/1, *L'Espace du politique en Allemagne au XIX^e siècle*, sous la dir. de Gudrun GERSMANN, Mareike KÖNIG et Heidi MEHRKENS, p. 73-93.

16. HÄRTER K., « Security and Cross-Border Political Crime: The Formation of Transnational Security Regimes in 18th and 19th Century Europe », *Historical Social Research*, n° 38, 2013/1, p. 96-106.
17. Sur ce dernier point, voir le colloque international organisé du 20 au 21 novembre 2014 par l'Université de Nice Sophia Antipolis, *Les circulations musicales et théâtrales en Europe, vers 1750-1815*. On renvoie également à la remarquable étude de Marie-Claire Hooek-Demarle, *L'Europe des lettres. Réseau épistolaire et construction de l'espace européen*, Paris, Albin Michel, coll. « L'évolution de l'humanité », 2008.
18. Sur cette notion, BOUCHET J., SIMIEN C. (dir.), *Les passeurs d'idées politiques nouvelles au village. De la Révolution aux années 1930*, Clermont-Ferrand, PUBP, 2015.
19. APRILE S., CARON J.-CL., FUREIX E. (dir.), *La Liberté guidant les peuples. Les révolutions de 1830 en Europe*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.

compte les historiographies : si, en 1914, les concepts de nation et donc d'histoire nationale, produite par et pour l'enracinement du sentiment national, sont largement enracinés à travers l'Europe – au point de dériver vers un nationalisme belliciste –, tel n'est pas le cas sous les Restaurations où de nombreuses nations restent à construire ou même à unifier : sans même évoquer les cas allemand et italien, qu'est-ce qu'être Espagnol en 1814 au regard d'identités locales concurrentes ? Et, sur un autre registre, qu'est-ce qu'être Français : malgré un quart de siècle de sollicitation du sentiment patriotique au service de la Grande Nation, les « petites patries » ont-elles pour autant disparu ?

Enfin, notre objectif était d'interroger un moment et d'abord un terme – Restauration – qui est porteur d'un certain nombre de représentations héritées des contextes qui les ont construites. Non pas dans un esprit de réhabilitation : ce terme judiciaire ne convient pas à la démarche de l'historien. Mais plutôt dans une entreprise de réévaluation, à commencer par celle du mot de Restauration qui sonne comme un programme politique, à l'égal du mot de Révolution dont il prend le contre-pied²⁰. Ne sous-estimons pas le poids des désignants des périodes historiques et de leur impact sur la perception de ces dernières : car, à bien des égards, l'étude de la période donne parfois l'impression d'avoir été parasitée par le nom qui la désigne. Ce qu'illustre l'association, qui fut longtemps une évidence, entre le mot de Restauration et l'idée de réaction, et ce d'autant plus que – en France tout au moins – l'histoire de la période a longtemps été prise en charge par des historiens le plus souvent classés à droite, voire à l'extrême droite au plan politique, d'Ernest Daudet à Jacques Bainville, et/ou exprimant une forme d'empathie prononcée pour la période²¹. Précisons de suite que le cas de la Restauration n'est pas isolé et que, à l'inverse, les historiens des révolutions, de celle de 1789 à la Commune de 1871, ont longtemps eu, avec de notables exceptions confirmant la règle, une sensibilité très républicaine, se situant dans la mouvance socialiste ou communiste et recourant à une lecture marxiste de l'histoire. Mais, concernant la Restauration, ce marqueur idéologique a eu des prolongements inattendus. Comme Anne Simonin l'a bien montré, le climat propre à la Libération en 1945 amène la « droite réactionnaire » à établir un parallèle entre l'épuration qui sévit et le climat de vengeance de 1815²². Simplement, les victimes ont changé de camp : la gauche révolutionnaire se venge de ceux qui ont eu des sympathies collaborationnistes plus ou moins affirmées dans les années 40. De blanche, la Terreur devient rouge, mais ses victimes sont toujours les mêmes, des patriotes qui se posent alors en victimes de cette Restauration-réaction inversée.

On ne peut pas, on ne peut plus se satisfaire de cette lecture convenue de la « Restauration-réaction » qui a de nouveau été réactivée dans les années 1980 par Alain Badiou, stigmatisant l'émergence d'un capitalisme décomplexé dans une époque de

20. La plus récente synthèse sur la Restauration en France est, à ce jour, celle de DÉMIER F., *La France de la Restauration (1814-1830). L'impossible retour du passé*, Paris, Folio, 2012.

21. DAUDET E., *Histoire de la Restauration, 1814-1830*, Paris, Hachette, 1882 ; BAINVILLE J., *Comment s'est faite la Restauration de 1814*, Paris, Les îles d'or – Éditions Self, 1948. Et ce n'est pas faire injure à la mémoire du P. Guillaume de Bertier de Sauvigny que d'affirmer que, parfait connaisseur de la période et historien honnête, il n'en laissait pas moins poindre une forme de regret à l'évocation de la chute de la Restauration cf. son ouvrage de référence, *La Restauration*, Paris, Flammarion, 1955, réédité en 1983 sous le titre nostalgique *Au soir de la monarchie*.

22. SIMONIN A., « 1815 en 1945 : les formes littéraires de la défaite », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 59, juillet-sept. 1998, p. 48-61.

précarité croissante comme une « deuxième Restauration²³ ». Mais si cette association entre Restauration et réaction est fondée sur des éléments objectifs, elle fait écran à la prise en compte d'autres facettes propres à la période. À cet égard, les titres de certaines des contributions de ce volume sont évocateurs : soit parce qu'ils débattent des idées de rupture avec la tourmente révolutionnaire, de contre-révolution, de réaction, de retour à l'Ancien Régime, de repos nécessaire, d'oubli ; soit, à l'inverse, parce qu'ils leur opposent des formes de contestation des monarchies restaurées, des mobilisations populaires, une résistance plus ou moins radicale. Encore cette opposition quelque peu manichéenne doit-elle être nuancée par des termes qui, comme ceux de redéfinition, transition, justification, contradictions, faux-semblants et même mythe, disent bien que les discours comme les actes sont soumis en permanence au jugement et à l'appréciation d'acteurs collectifs dont on ne peut plus ignorer l'existence : qu'il s'agisse des nations, des peuples, des opinions publiques, des classes sociales, des catégories générationnelles, des « partis » politiques, des confessions religieuses – des catégories qui peuvent évidemment se recouper –, ils font entendre leurs voix, plus diverses qu'on a longtemps feint de le croire. Les Restaurations sont des époques complexes, marquées par des tensions entre individus partageant un même présent, mais s'affrontant tant sur la lecture du passé que sur la définition du futur – la première conditionnant largement la seconde.

Cet ouvrage regroupe les contributions présentées à l'occasion de deux colloques internationaux consacrés aux Restaurations en Europe. Organisée à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand en octobre 2013, la première rencontre avait comme titre « Les Restaurations comme expériences politiques », ce qui donne quelques indications sur les thématiques que nous souhaitons y aborder. En parlant d'« expériences politiques », une formule assez neutre qui colle à la réalité, on confronte l'exercice du pouvoir par les régimes restaurés ou instaurés – soit autant d'expériences qui ne peuvent être interprétées comme de simples retours à l'Ancien Régime – à la contestation de ces régimes – dont, par ailleurs, il serait absurde de nier qu'ils bénéficiaient de soutiens populaires. Par le verbe et par le geste, la période prend alors une dimension assez exceptionnelle, que ce soit en termes de productions d'idées que nulle censure, en définitive, n'a été en mesure d'arrêter (où l'on voit de nouveau l'importance d'une vision européenne de la chose), ou en termes de répertoires d'actions (avec des circulations qu'il convient, une fois encore, de prendre en considération).

Trois thèmes complémentaires ont été définis. Le premier, intitulé « Historiographies nationales : débats, controverses, réévaluations », envisage une approche interdisciplinaire des régimes de l'Europe des Restaurations, en confrontant droit, politique et écriture de l'histoire : un triptyque qui ne doit rien au hasard. Car il symbolise la forte relation qui a existé entre la naissance de l'histoire en tant que discipline et le contexte constitutionnel et politique dans lequel cette naissance s'est produite. Avec, de surcroît, l'affirmation d'un mot – nation – et de ses dérivés – national, nationalité, nationalisme – dont la force de suggestion ne va plus quitter le devant de la scène européenne. Le second thème – « Lectures à chaud : un passé qui ne passe pas ? » – s'inscrit quant à lui dans une régression chronologique voulue. En passant des historiographies actuelles aux productions des contemporains de la Restauration, il témoigne

23. BADIOU A., *Le Siècle*, Paris, Le Seuil, 2005, p. 43, cité in FUREIX E., JARRIGE F., *La Modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e siècle français*, Paris, La Découverte, 2015, p. 43.

de l'importance de la réflexion et du débat qui ont surgi dans l'immédiateté même de l'événement. Ce faisant, il pose la question centrale de la légitimité des monarchies restaurées contraintes *a minima* de construire un discours d'autojustification face à un passé proche encore chaud, voire brûlant. Mais, renversant le propos, nous souhaitons aussi évaluer la manière dont le passé avait été utilisé par les adversaires des régimes restaurés, assimilés purement et simplement à « l'Ancien Régime ».

Reste que les régimes restaurés et leurs oppositions durent également développer des stratégies soit pour conserver, soit pour réformer ou soit encore pour renverser les pouvoirs en place. En parodiant l'opposition qui agita la sphère littéraire française au ^{XVII}^e siècle, on a baptisé « La querelle des Anciens et des Modernes » cette confrontation mêlant étroitement production idéologique et action politique. Mais il nous a semblé important de dépasser ce clivage certes réel, dont, néanmoins, la radicalité d'apparence laisse parfois place à des contacts, des échanges, un dialogue dans un milieu – les élites – où l'interconnaissance est la règle. On le sait, la Restauration (comme avant elle la Révolution) n'a pas fait table rase du passé : ne serait-ce que parce qu'elle a besoin du personnel administratif, civil comme militaire, dont l'expertise et le savoir-faire conditionnent le fonctionnement de l'État. On assiste donc à de subtils arrangements entre, d'un côté, des paroles (plus ou moins suivies d'actes) affirmant une volonté de rupture intégrale avec le temps de la Révolution et, de l'autre, des actes (souvent assortis de discours) promouvant la réconciliation, au nom de l'oubli, mais aussi de nécessités économiques et sociales. Tout cela mérite évidemment d'être précisé et nuancé suivant les pays.

Notre objectif central était de tenter d'évaluer le degré de cohérence européen du moment historique choisi, entre 1814 et 1830, sans chercher à forcer le trait ou à dégager une histoire européenne rigide qui serait « l'ère des Restaurations » dans un futur manuel d'histoire de l'Europe. L'expérience des révolutions des années 1830 montre la difficulté à penser un moment historique dans une globalité européenne, mais aussi l'intérêt d'une telle démarche. Avoir le souci de dégager des temporalités différentes, des contextes sociaux éloignés, des fondements culturels et des expériences historiques variés n'exclut pas d'essayer de penser et de peser la globalité, même s'il s'agit peut-être, en définitive, de conclure à l'absence de pertinence de cette globalité. C'est pourquoi, faisant suite au premier colloque d'octobre 2013, une seconde rencontre intitulée « Les Restaurations et les sociétés européennes », organisée en juin 2014 à la Maison de la Recherche de l'université Paris-Sorbonne, s'est proposée d'aborder trois approches complémentaires permettant de saisir tant des points de convergence que des différences entre monarchies restaurées : les circulations, déplacements et recompositions provoqués par l'impact de la période révolutionnaire et napoléonienne ; la manière dont culture, religion et représentations traduisent ou illustrent ce nouveau rapport de forces ; les résistances de tout type que ce dernier suscite, en mots comme en actes, à travers l'Europe. Plus que jamais, le pluriel – les Restaurations – s'est imposé pour saisir la diversité des contextes de cette Europe postrévolutionnaire et postnapoléonienne.

Notre propos visait plus largement à insérer ces moments historiques que furent les Restaurations dans la problématique de sortie des sociétés d'Ancien Régime et de construction des nouvelles sociétés européennes au ^{XIX}^e siècle. Ce processus est composé de trois phases : fragilisation ou remise en cause de la société en place, rupture

plus ou moins rapide et/ou violente, construction, elle aussi plus moins longue et linéaire, d'un nouvel équilibre. La durée et les modalités de chacune de ces trois phases dépendent des équilibres internationaux, nationaux, voire locaux. Avec les Restaurations, dans quelle phase sommes-nous ? Le stéréotype de la « Restauration-réaction » évoqué ci-dessus laisse supposer que le retour au passé, et donc le retour ou le maintien dans la première phase, a existé. Mais au regard du cas espagnol et malgré le caractère très réactionnaire de la restauration de Ferdinand VII, annonçant en 1814 le retour à la situation antérieure à 1808, date de l'invasion napoléonienne, effaçant par là même les mesures de la révolution libérale, « sans aucune valeur ni effet, à cette heure et à jamais, comme si de tels actes n'avaient jamais existé afin qu'on les effaçât des temps », on perçoit que ce retour en arrière proclamé par de nombreux acteurs des Restaurations en Europe est un leurre : comme l'affirme Francis Démier, on ne peut que constater en France comme ailleurs « l'impossible retour du passé²⁴ ». À cet égard, le préambule de la Charte de 1814 est un modèle de tentative de fusion entre deux principes de 1789 et d'autres venant de l'Ancien Régime. En pure perte, comme on le sait : élargissant son analyse à l'ensemble de la monarchie constitutionnelle, Pierre Rosanvallon a pu évoquer « la monarchie impossible » singularisant la France des années 1814-1848²⁵. Car, comme le résume Odile Rudelle : « Que faire du passé dans un régime de liberté²⁶ ? » Les Restaurations européennes n'échappent pas à la tension permanente entre oubli et mémoire.

Nous situons-nous, dès lors, dans la rupture ou dans la construction d'une nouvelle société ? Surgit dans sa forme la plus traditionnelle le débat historiographique entre continuité et rupture, un débat déjà suscité pour la confrontation entre Ancien Régime et Révolution française par les analyses de Tocqueville à Jaurès en passant par Michelet et Taine²⁷. Un débat sans cesse revitalisé par les mutations de l'historiographie révolutionnaire avec l'intégration d'approches sociologiques, socio-historiques ou socio-biographiques donnant une place renouvelée aux acteurs individuels et collectifs de la période : soit autant d'observatoires permettant de saisir comment, à l'instar des bourgeois de robe étudiés dans sa thèse par Soulef Bergougnieux, la domination symbolique institutionnalisée se joue des aléas de la vie politique et se maintient en dépit de toutes les ruptures – du moins pour ceux qui ne sont pas guillotins²⁸. La réponse à la question initiale – continuité ou rupture ? – dépend d'au moins deux éléments. Le premier, la question des temporalités, est fondamental pour notre propos si nous adoptons une vision européenne des Restaurations. Dans le cas français, la rupture est probablement terminée et la reconstruction est en marche. Mais la réponse est loin d'être aussi claire pour l'Europe du sud ou pour les aires germanique et russe. Le second est le sens donné au mot de rupture. Si cette dernière se caractérise par la fin de la société d'ordre et l'avènement d'une société fondée sur l'égalité en droit, la fin de la monarchie de droit divin et l'acceptation peu ou prou du principe de la souveraineté

24. DÉMIER F., *La France de la Restauration (1814-1830)*, op. cit.

25. ROSANVALLON, P., *La Monarchie impossible. Les Chartes de 1814 et de 1830*, Paris, Fayard, 1994.

26. RUDELLE O., « Table rase, terre d'oubli et lieux de mémoire. La France et ses constitutions », *Revue française de science politique*, 1997, vol. 47, n° 2, p. 248.

27. Sur la notion de rupture en général et de rupture révolutionnaire en particulier, voir CHARLE C., *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011.

28. « Bourgeoisie de Robe et esprit d'État : genèse sociale et historique de la domination symbolique institutionnalisée (1775-1815) », thèse d'Histoire, sous la direction de Pierre Serna, Institut d'Histoire de la Révolution française, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, 2012.

nationale, alors seule la France connut une rupture. En revanche, si la rupture est le sentiment partagé par une part importante du corps social que la manière d'organiser la vie collective et de gouverner les hommes n'est plus « naturelle » ou « divine », si cette partie du corps social a conscience qu'il existe d'autres sources de légitimation du pouvoir politique que Dieu et la tradition, d'autres légitimités à l'organisation sociale que celle prévalant dans la logique de la société de corps et de la monarchie juridictionnelle, alors la rupture prend une dimension européenne – à défaut d'être véritablement homogène. Certaines théories envisagent cette rupture sous la forme d'un processus²⁹, d'autres militent en faveur d'une prise de conscience individuelle et collective très rapide, tel un voile qui, se déchirant, ne permet plus d'interpréter le présent sous l'angle de ce que l'on croyait une « normalité » intemporelle³⁰.

Mais que la rupture ait eu lieu ou soit en cours, dans les deux cas, un processus de reconstruction a été entamé. Et c'était bien là un des enjeux de nos débats que d'évaluer la capacité (ou pas) des monarchies restaurées à innover, à s'adapter aux nouvelles circonstances intellectuelles, culturelles, internationales, économiques qui surgissent alors en Europe. Par exemple, tous les États, aussi réactionnaires soient-ils, ont été obligés de se situer face à l'émergence du capitalisme boursier et des conséquences que celui-ci entraînait en termes d'interdépendance économique et de réaction de l'opinion publique. Quelle part les Restaurations ont-elles pris à la reconstitution des hiérarchies et des valeurs sociales ? Assiste-t-on déjà à la reconstitution d'une élite cohérente ou d'une « coalition dominante³¹ » ? Encore une fois, la France est un peu l'arbre qui cache la forêt : car la France de Decazes et même de Villèle offre un exemple de synthèse entre l'ancien et le nouveau qui apparaît dans la forme institutionnelle du régime, dans ses fondements juridiques. Mais il n'en est pas de même pour nombre d'autres États européens où le retour en arrière politique semble prévaloir, bien que, néanmoins, des mutations de fond interviennent.

La notion de résistances a elle aussi été questionnée afin d'en saisir les différentes déclinaisons. Car, au même titre que la représentation de sociétés figées par une vague réactionnaire, cléricale et obscurantiste à laquelle était assimilée la Restauration, la représentation de sociétés résistantes, parfois exaltées par une historiographie militante produite au lendemain du renversement des régimes restaurés en 1814-1815, doit être soumise à une lecture critique. Parmi d'autres points, ces historiographies militantes ne projettent-elles pas sur cette idée de résistance une forme d'unanimité (évidemment irréaliste) des idéaux politiques : l'hostilité absolue à l'encontre des régimes restaurés, les vainqueurs du jour espérant ainsi apparaître comme les porteurs du consensus idéologique et politique rétabli, repoussant définitivement le spectre de la guerre civile ? Et, puisqu'on a évoqué l'idée de nation, ces historiographies militantes n'ont-elles pas eu tendance à construire de la nation avant la nation, autrement dit à inscrire de manière téléologique la résistance des années 1820 dans la généalogie de la construc-

29. CHARTIER R., *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, Paris, Le Seuil, 1990. HABERMAS J., *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978. AGULHON M., « Présentation », *La politisation des campagnes au XIX^e siècle. France, Italie, Espagne, Portugal*, Rome, Collection de l'École française de Rome n° 274, 2000, p. 1-11. Sur ces théories et le cas espagnol : LUIS J.-P., « Questions autour de l'avènement de la modernité politique en Espagne (fin XVIII^e siècle-1868) », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n° 3, 2008, <http://ccec.revues.org/2523>.

30. DEDIEU J.-P., *Après le Roi. Essai sur l'effondrement de la monarchie espagnole*, Madrid, Casa de Velázquez, 2010.

31. NORTH D. C., WALLIS J. J., WEINGAST B. R., *Violence and social orders: a conceptual framework for interpreting recorded human history*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

tion d'un espace national, gommant sans vergogne la persistance d'identités régionales ou locales ?

Ces interrogations rejoignent en somme la place accordée aux Restaurations dans les historiographies nationales que nous évoquions préalablement : font-elles partie de la période contemporaine ou sont-elles l'épilogue de l'Ancien Régime³² ? La réponse est parfois claire – c'est le cas en France –, mais elle peut être discutée en particulier pour l'Europe du sud. En Espagne et au Portugal, la coupure de 1808 est le plus souvent adoptée comme période de rupture, par exemple dans les manuels scolaires ou universitaires, mais on mentionne aussi paradoxalement une fin de l'Ancien Régime en 1833, ce qui pose la question de la nature et des bornes chronologiques de « l'époque contemporaine ». La France, du reste, n'échappe pas complètement à ce questionnement et, relativement à la légitimité des coupures académiques entre grandes périodes historiques, la Restauration constitue un excellent observatoire pour identifier ce qui, dans sa structure politico-administrative notamment, relève d'un temps prérévolutionnaire persistant et ce qui apparaît comme l'héritage de la Révolution – entendue ici comme un bloc d'un quart de siècle³³.



Ces deux rencontres internationales de Clermont-Ferrand et de Paris ont démontré que, si jamais l'on en doutait, l'histoire s'écrit à la fois « par en haut » et « par en bas » et que, loin de se contredire, cette double approche comparant des individus de statut social et symbolique très différent rend compte de la diversité des sociétés de l'Europe des Restaurations, plus mobiles qu'on ne les présente trop souvent. Certes, il convient de nuancer cette notion de mobilité, un peu passe-partout : mais elle a au moins le mérite de rappeler l'existence d'une proximité sociale entre classes ou groupes sociaux qui plaide en faveur de « sociétés de contacts », à défaut d'être des sociétés d'intégration ou d'ascension sociale. Par exemple, comme l'a montré Philippe Boutry, nul ne trouve étrange la rencontre entre le roi de France Louis XVIII et « Martin l'archange », paysan prophète³⁴. Si chacun, bien entendu, demeure à sa place, ce temps des Restaurations interroge sur les circulations culturelles à l'intérieur d'un même pays ou entre pays et davantage encore sur la construction discursive des catégories sociales comme reflet de l'image que ces sociétés donnent d'elles-mêmes – et qui méritent naturellement d'être interrogées, voire déconstruites.

Ni table rase, ni retour en arrière, l'Europe des Restaurations apparaît telle une combinaison, un assemblage plus moins jointif d'ancien et de nouveau. Dans une société souvent opaque pour les acteurs eux-mêmes, les identités sociales n'étant pas fixées, la notion cardinale de statut social reste écartelée entre la primauté de la naissance, celle du mérite et celle de l'argent. Les contemporains ont découvert avec la Révolution et l'Empire que le monde dans lequel ils vivaient n'était pas immobile, naturel, divin. La conscience de l'historicité des choses a bouleversé les perceptions, avec la conscience que les civilisations sont mortelles, que le passé exotique peut très

32. Sur ce point, envisagé dans une dimension comparatiste entre les historiographies européennes, voir CHOPELIN P., CRÉPIN A., DE FRANCESCO A., HÈME DE LACOTTE R., MCPHEE P., MOULLIER I., SCHÖNPFUG D., « 1815 début de l'histoire « contemporaine » ? », *AHRF*, n° 4, 2014, p. 119-149.

33. Pour le cas français de la définition du XIX^e siècle, voir FUREIX E., JARRIGE F., *La Modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e siècle français*, op. cit., en particulier l'introduction.

34. BOUTRY Ph., NASCIF J., *Martin l'archange*, Paris, Gallimard, 1985.

bien ne pas se limiter à l'Empire romain ou aux cathédrales. Dès lors, le mythe du retour en arrière se révèle d'autant plus impossible à réaliser qu'il n'a pas le même sens pour tous, la volonté de gommer la Révolution « de la chaîne des temps » étant à géométrie variable. Derrière ce désir de restauration, se cache plus simplement la volonté de ralentir le temps après la tourmente révolutionnaire et impériale, également un désir de stabilité, sans pour autant revenir à la situation antérieure *stricto sensu*³⁵.

Les travaux rassemblés dans ce livre sont pour la quasi-totalité d'entre eux issus des colloques internationaux réunis à Clermont-Ferrand les 7 et 8 octobre 2013 et à Paris les 12 et 13 juin 2014. Ce travail collectif a été rendu possible grâce au soutien du Centre d'histoire Espaces et Cultures (de son directeur, Philippe Bourdin, et de sa secrétaire, Nathalie Burois), à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, à l'Institut universitaire de France, à la Région Auvergne, au Centre de recherche sur l'histoire du XIX^e siècle des universités Paris I/Paris IV et de son co-directeur, Jacques-Olivier Boudon. Qu'ils en soient tous remerciés.

35. C'est ce dont témoignent ces paysans castillans qui acclament Ferdinand VII mais se refusent à payer à nouveau la dîme. Cf. MILLAN J., « La herencia política de la revolución liberal », dans *La politisation des campagnes au XIX^e siècle. France, Italie, Espagne, Portugal*, Collection de l'École française de Rome n° 274, Rome, 2000, p. 266-269.